

entre-temps nous nous sommes heurtés aux problèmes des céréales humides et de l'acheminement du grain. Je n'aborderai pas ces sujets parce que je suis sûr que le ministre en a suffisamment entendu parler, mais on peut dire que, ces derniers mois, ces problèmes ont nui à l'économie générale du pays.

Le département de l'Agriculture des États-Unis a estimé récemment que les approvisionnements mondiaux de blé seraient deux fois plus élevés que les ventes probables. Ces chiffres nous donnent une idée de l'ampleur du problème auquel nous nous heurtons. Le blé abonde, mais les clients manquent. Cette situation ne se réglera pas par des discussions harassantes et filandreuses sur l'institution d'un autre organisme d'État que l'on chargera de régler le problème du blé. Nous ne sommes pas en mesure, et les producteurs de blé de l'Ouest aux abois ne le sont pas non plus, d'attendre des études à longue portée, des rapports de groupes d'étude et tout le tremblement, propres aux gouvernements libéraux modernes. Nous avons besoin d'initiatives au plus tôt, maintenant. Ne jouons pas de la lyre tandis que Rome brûle, regardons ce que fait notre gouvernement.

• (5.30 p.m.)

Le Japon est un marché traditionnel pour le blé canadien. L'année dernière, le Japon a enlevé à la Grande-Bretagne son titre de plus grand importateur commercial de blé du monde.

M. le vice-président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. Southam: Je n'ai que quelques remarques à ajouter.

M. le vice-président: Le comité permet-il à l'unanimité au député de continuer?

Des voix: D'accord.

M. Southam: Merci, monsieur le président et messieurs les membres du comité.

L'an dernier, le Japon a remplacé la Grande-Bretagne comme le plus grand importateur commercial de blé du monde. Au 31 mars dernier, le Japon avait acheté à l'étranger 4.2 millions de tonnes de blé. L'année dernière, le Canada a emporté 30.4 p. 100 de cet énorme marché. Les États-Unis en avaient 55.8 p. 100 et l'Australie, 13.8 p. 100. Mais aujourd'hui, la France et l'Argentine ont toutes deux accaparé une large part du marché japonais. On compte maintenant cinq vendeurs là où il n'y en avait que trois. Ils avaient été tenus à l'écart jusqu'ici, mais ils sont maintenant fermement installés. Évidemment, ils ont vendu à vil prix, mais ils ont réussi. Ils ont su vendre et nous pas.

[M. Southam.]

Tout indique que les deux nouveau-venus sont à demeure sur le marché japonais du blé. C'est ce que veulent les Japonais. Ils ont adopté une politique nationale de diversification de leurs fournisseurs d'outre-mer, non seulement pour le blé mais aussi pour d'autres produits tels les minerais et autres matières premières. Les Japonais ont appris ces dernières années qu'ils peuvent obtenir le meilleur blé au meilleur prix en marchandant. Les anciens marchés du Canada, stables et faciles, sont choses du passé. Telle est la réalité actuelle du marché mondial du blé.

Le monde a changé depuis 1966. Le marché a changé; les goûts ont changé à l'étranger, et nos anciens clients ont d'autres exigences. Si nous n'entrons pas dans le mouvement, nous serons des laissés pour compte. Je conseille au premier ministre, au ministre de l'Agriculture et au ministre de l'Industrie et du Commerce de considérer cela comme une crise. Ils devraient convoquer une réunion spéciale afin d'aviser aux mesures à prendre: subventions, vente à vil prix, conditions de crédit plus généreuses, ou tous ces expédients combinés. Ce qui compte, c'est d'agir vite et avec décision. La façon dont le ministre de l'Industrie et du Commerce a parlé il y a quelques semaines m'incite à penser qu'il espère bientôt éblouir la Chambre en annonçant des ventes de blé à l'étranger. Ce qui intéresse le producteur de blé canadien, ce n'est pas une vente occasionnelle, mais l'assurance que les principaux obstacles à la vente ont été levés.

On vient de dire que l'une des recommandations du groupe d'étude visant à remédier à la surproduction de blé était de supprimer le tiers des emblavures dans l'Ouest du Canada. Cela représenterait environ dix millions d'acres. Les députés se demanderont alors comment les fermiers de l'Ouest compenseront cette perte de revenu si nous réduisons les emblavures de 10 millions d'acres. J'espère que le gouvernement n'adoptera pas cette politique.

On a proposé d'autre part que les fermiers se mettent à cultiver les céréales de provende. Or, il y a actuellement un surplus de ces céréales. Si tout le monde se met à en cultiver, qu'arrivera-t-il sur ce marché-là? Les producteurs de blé veulent qu'on leur assure des ventes massives et continues de blé, afin d'arriver à une certaine prospérité stable. Si on ne leur montre pas que le Canada a amélioré ses techniques de commercialisation du blé, les producteurs abandonneront leurs fermes et un secteur précieux de l'économie canadienne en souffrira à jamais. Que le gouvernement passe donc des promesses aux actes.

[Français]

L'hon. M. Pepin: Monsieur le président, malheureusement, je ne parlerai que durant quelques minutes, parce qu'on me dit que la